

LA RELIGION, NOUVEL OUTIL DU NÉOCOLONIALISME EN AFRIQUE?



JOSPEH BONIFACE CAMARA *

« Lorsque les Blancs sont venus en Afrique, nous avions les terres et ils avaient la Bible. Ils nous ont appris à prier les yeux fermés, lorsque nous les avons ouverts, les Blancs avaient les terres et nous avons la Bible », Jomo Kenyatta, premier président du Kenya, illustrant la collusion entre missionnaires et colonisateurs en Afrique au XIX^e siècle.

La religion a toujours été un instrument de *soft power*¹ pour asseoir une domination ou pour la faire accepter. La religion est une *morphine politique*² pour endormir les consciences. À la différence du judaïsme, l'islam et le christianisme sont des religions hégémoniques, l'Afrique n'a pas échappé à leurs visées expansionnistes. La plupart des juifs se trouvant sur le continent, notamment en Afrique du Nord et en Éthiopie, ont majoritairement fait leur Aliya³. Il y a bien eu des tentatives de chercheurs juifs dans la quête des tribus perdues d'Israël afin de démontrer la judaïté de certaines tribus berbères du Sahara et du Sahel, sans grand succès⁴. Une telle entreprise avait également pour but de faire de ces derniers des alliés d'Israël.

* DOCTORANT EN SCIENCE POLITIQUE À L'UNIVERSITÉ DE BOURGOGNE.

¹ Manière non coercitive d'une puissance (État) pour influencer la politique d'un autre. Autrement dit pour exercer le pouvoir indirectement.

² Un concept inspiré de la philosophie de Karl Marx qui signifie ici toute idée pratique ou politique qui vise à divertir, détourner, endormir la conscience d'un individu, d'une communauté, d'un peuple afin de mieux l'exploiter.

³ Immigration en terre d'Israël.

⁴ Jacques Hureiki, *Essai sur les origines des Touaregs*, Éditions Karthala, 2003, p. 25.

La religion a servi à bercer d'illusions les Africains et à s'en remettre à la transcendance, à Dieu, qui ne viendra pas les sauver, car il ne semble guère se soucier de leur condition. Elle a émoussé toute âme de résistance insurrectionnelle contre le dominateur.

L'attitude des missionnaires chrétiens en Afrique coloniale oscillait entre pragmatisme et complaisance à l'égard des violences subies par les indigènes. Pendant la période coloniale, le christianisme a servi d'outil d'asservissement des peuples colonisés. Non seulement les missionnaires n'ont pas œuvré pour mettre fin à cette domination et à l'exploitation de l'Africain avec sa cohorte d'atrocités, mais ils ont pactisé avec les agents politiques et militaires de cette exploitation. Ils étaient des agents religieux, spirituels, psychothérapeutes dont la mission principale visait à normaliser la domination. Bien souvent les missionnaires se ravitaillaient en produits laitiers, en fruits et légumes, etc., directement dans les fermes où se pratiquait le forçat. L'église a donc une responsabilité morale dans ces sévices.

164

Après la colonisation, les colonisés ont continué à pratiquer la religion de leurs colonisateurs. Les millions de baptisés et les milliers de bâtisseurs noirs ont été conditionnés à pratiquer avec zèle la foi chrétienne. Le dogme chrétien considère de nombreuses pratiques ou des pans de la culture africaine comme impurs ou incompatibles avec la foi du Christ. Il y a eu un abandon volontaire de la culture des peuples colonisés, même si dans certaines régions la foi chrétienne se mêlait habilement aux croyances locales dans une forme de syncrétisme social et culturel.

Quant à l'islam, il s'est introduit en Afrique dès le VII^e siècle, d'abord par le nord, puis s'est propagé vers le sud à partir du IX^e siècle, par la conquête militaire et les échanges commerciaux. Les régions du nord seront les plus fortement islamisées, pratiquement dépeuplées de leur population noire à cause de la violence de l'esclavage arabo-musulman et, surtout, de la castration de la gent masculine. D'autres régions ont été fortement islamisées : le Sahel, une bonne partie de la région orientale, les côtes et les îles de l'océan Indien.

Deux grands contrastes se dégagent : les régions nord-est et la région sahélienne se sont fortement arabisées en plus de l'islamisation. En outre, l'essor considérable de l'islam au XIX^e siècle a conduit à la création de proto-États théocratiques : le royaume peul de Macina, Sokoto, etc. Plusieurs souverains (rois,

chefs traditionnels) se sont convertis à l'islam, contribuant à sa diffusion chez de nombreux peuples : les Mandingues, les Peuls, les Haoussas, etc.

Si l'islam et le christianisme, dès leur introduction en Afrique, visaient à conforter la domination étrangère à travers l'acculturation et l'assimilation des peuples dominés, ces religions ont aussi empêché toute velléité insurrectionnelle. Paradoxalement, cette illusion de fraternité avec les colonisateurs perçus comme coreligionnaires n'empêchait guère le pillage, l'exploitation et les violences à l'égard des dominés. On peut donc trouver parmi les pourfendeurs du colonialisme des prêtres, comme Barthélemy Bokanda⁵.

En ce début de troisième décennie du troisième millénaire, en dehors des survivances de l'animisme, sur le continent africain, globalement deux types de religieux se partagent les croyants : la première dynamique est incarnée par des religieux locaux (pasteurs, imams) qui s'autofinancent grâce à une panoplie de stratagèmes, savamment mis en place (cotisations et dons de fidèles, création d'entreprises, financements directs ou indirects par des politiques, des hommes d'affaires...); l'autre pôle est incarné par des religieux (pasteurs, imams) qui bénéficient de financements et de soutiens extérieurs (des revenus, construction d'édifices religieux, des appuis financiers et matériels à leurs actions humanitaires, etc.). Ils reçoivent des directives de l'étranger tandis que les premiers sont relativement indépendants.

Au tournant des années 1990, le Fonds monétaire international et les institutions de Bretton-Woods ont imposé un programme d'ajustement structurel (PAS) aux États africains, ce qui les a considérablement affaiblis, créant des crises socio-économiques sans précédent. Ces réformes ont entraîné une paupérisation massive, constituant un terreau fertile pour les mouvements néo-islamiques. De nombreuses puissances islamiques ont exploité cette vulnérabilité des États africains et le mécontentement des populations pour propager différentes obédiences de l'islam.

Dans cet article, nous étudierons d'abord comment les États-Unis exploitent astucieusement l'expansionnisme des Églises évangéliques en Afrique, puis comment les différentes puissances

⁵ <<https://journals.openedition.org/etudesafricaines/12292>>.

islamiques investissent l'Afrique. Ensuite, comment des puissances occidentales à l'instar de la France et des États-Unis essaient de préserver leurs intérêts dans une Afrique où la religion est devenue la pièce maîtresse du jeu politique. Pour finir, nous évoquerons quelques conséquences de l'instrumentalisation de la religion en Afrique.

Bandeau du christianisme et domination néocoloniale

Depuis les années 1960-1970 et surtout dans les années 2000, l'expansion du fondamentalisme chrétien sur le continent africain a atteint son paroxysme. Ce christianisme évangéliste expansionniste a de solides connexions avec le milieu politique américain, notamment au Parti républicain. Beaucoup de régimes autoritaires en Afrique ont compris le gain qu'ils pourraient tirer sur le plan interne (électorat, stabilité du régime) et surtout diplomatique ; les lobbies évangélistes influençant de plus en plus la politique intérieure et extérieure des États-Unis. Certains de ces États, en plus d'abriter des bases secrètes de la CIA⁶, servent de zones de transit aux minerais exploités en toute illégalité dans l'est de la République démocratique du Congo et dans des conditions immondes (violation systématique des droits de l'homme, exploitation des enfants et de la population locale...). La carte évangéliste est notamment utilisée par Kigali, Gitega, Kampala. Tout observateur avisé serait étonné de l'extrême indulgence des autorités américaines à l'égard de ces régimes qui n'ont cure des droits humains. Sur le plan interne, ces religieux sont très précieux pour les régimes en place puisqu'ils détournent les citoyens des vrais responsables de leur indigence, comme l'explique Karl Marx dans *Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel* : « C'est lorsqu'il est esclave ou misérable que l'être humain a besoin de religion. »

Les États-Unis ont d'autres intérêts dans l'expansion des Églises évangéliques : elles collectent une quantité énorme de données personnelles, lesquelles intéressent la CIA. C'est d'ailleurs

166

⁶ <<https://www.monde-diplomatique.fr/1978/09/COHEN/34864>>.

pour cette raison que certains Européens ont récemment pris des mesures⁷.

Du recul de l'Église catholique romaine au déferlement de la vague évangéliste

Depuis quelques décennies, l'Église catholique est en perte de vitesse en Afrique. Plusieurs raisons profondes à cet affaissement sont à noter. D'une part, elle est associée dans l'inconscient à la colonisation. D'autre part, elle s'est édifiée contre les traditions africaines. Elle n'a pas su non plus créer une sorte de fraternité transculturelle, restant purement européenne. L'élan de solidarité, d'entraide est moins fort chez les catholiques que chez les évangélistes ou même chez les musulmans alors que la culture africaine repose sur la solidarité ancestrale (clan, famille). En outre, l'Église catholique s'est beaucoup affaiblie en Occident et le financement de la sœur africaine à travers les dons commence à se tarir. Dans de nombreux pays d'Afrique les finances de l'Église catholique sont dans un piteux état. Cet appauvrissement a d'autres causes : le manque de rigueur budgétaire et d'ingéniosité à se créer de nouvelles sources de financement. En outre, pendant très longtemps, l'Église catholique a diabolisé la politique et l'argent ; les fidèles se sont par conséquent appauvris par excès de zèle ou overdose biblique alors que les Églises évangéliques ont un rapport décomplexé à l'argent (richesse) et au pouvoir. Ainsi l'Église catholique n'a plus les moyens de financer sa mission d'évangélisation, elle peine désespérément à retenir ses fidèles qui se détournent vers d'autres lieux de culte pour combler soit leurs besoins spirituels, soit pour satisfaire leurs besoins matériels. Il existe à travers l'Afrique un vaste réseau d'Églises évangéliques, protestantes, pentecôtistes qui sont parfois concurrentes, parfois solidaires. Parmi ces mouvements d'évangélisation « *made in USA* »⁸, on trouve les témoins de Jéhovah, l'Église évangéliste baptiste, l'Église de Jésus-Christ des saints des derniers jours, l'Église adventiste des saints du septième jour...

167

⁷ <<https://www.legalis.net/actualite/les-activites-proselytes-des-temoins-de-jehovah-soumises-a-la-protection-des-donnees-person>>.

⁸ <<https://www.cairn.info/revue-herodote-2005-4-page-129.htm>>.

La diplomatie américaine ainsi que ses réseaux d'informateurs s'appuient sur cette myriade d'Églises évangéliques dont la plupart ont leurs maisons mères aux États-Unis. D'une certaine manière, cela participe au *soft power* américain et redore *in fine* l'image des États-Unis.

Par ailleurs, il existe de nombreuses Églises endogènes créées par des pasteurs locaux dont certains s'attribuent même le titre de prophètes : elles constituent un véritable système d'exploitation de la misère et du désespoir des populations qui n'attendent plus rien de la vie.

L'islam, un outil au service des intérêts hégémoniques des États arabo-musulmans

Les pays arabo-musulmans ont compris que l'islam est un atout pour leurs ambitions géopolitiques et économiques. Ces États mènent des stratégies distinctes et parfois insidieusement confuses en adoptant différents positionnements pour conquérir l'Afrique. Une analyse minutieuse de la topographie religieuse permet d'appréhender deux dynamiques.

D'abord la dynamique extra-africaine. Si la relation entre l'Afrique et le monde arabo-musulman est très ancienne, depuis les années 1990, un regain d'intérêt des États arabes du Golfe, de l'Iran, du Pakistan et de la Turquie pour le continent s'observe depuis les années 2000. Le point commun entre ces États est l'instrumentalisation de la religion pour promouvoir leurs intérêts économiques et géopolitiques en Afrique, pensée comme une terre propice à toute alternative au modèle occidental. À cela s'ajouta la faiblesse des institutions : les services de renseignement sont exclusivement tournés vers la traque des opposants au pouvoir et s'adonnent à de basses besognes plutôt que d'assurer la sûreté de l'État. La plupart des États africains sont défaillants et n'arrivent pas à offrir aux populations les services sociaux de base (santé, éducation, etc.). Les États du Golfe ont très vite compris les avantages qu'ils pouvaient tirer en utilisant un leurre religieux qui sert de bandeau à leurs entreprises hégémoniques. L'appétit dévorant de ces États cache un impérialisme de plus en plus décomplexé. La prétendue fraternité islamique promue par ces États n'en est pas une.

Ensuite la dynamique intra-africaine. Ses principaux instigateurs sont le Maroc, l'Égypte et l'Algérie. Le premier État cité

est le pionnier de la Tijaniyya et se sert de cette confrérie comme vecteur de ses ambitions économiques et géopolitiques. L'Égypte s'appuie sur Al Hazar comme levier de son *soft power*. S'agissant de l'Algérie, elle dispute le leadership de la Tijaniyya au royaume chérifien et tente de s'en servir pour promouvoir ses ambitions hégémoniques.

Les Émirats arabes unis, la nouvelle terre promise des élites mafieuses d'Afrique

Les Émirats ont rapidement compris et perçu les opportunités qu'ils pourraient tirer des difficultés des États africains fragilisés par les politiques d'ajustement structurel. Ils ont vu en l'Afrique une terre d'investissement dans le cadre de la diversification de leur économie, notamment pour s'affranchir de la dépendance des revenus du pétrole. La situation particulière de l'Afrique, ses fragilités, ses opportunités apparaissent comme un graal à toute puissance extérieure en quête d'hégémonie.

Les Émirats arabes unis se positionnent parmi les plus grands investisseurs étrangers en Afrique⁹. Ils investissent dans de nombreux domaines à l'instar du secteur portuaire (*Dubai Port World*), du transport aérien (*Fly Emirates*), l'agriculture et l'immobilier (des investissements parfois moins visibles, car ils se font le plus souvent *via* des fonds d'investissement), la télécommunication, les assurances, la banque. Ces investissements sont la plupart indirects, c'est-à-dire à travers des sociétés d'un État tiers. Les Émirats ont des actifs dans de nombreuses sociétés marocaines. Les perspectives prometteuses ne manquent pas en Afrique, car tout est à construire ; les Européens étant encore trop souvent prisonniers de leurs visions figées, particulièrement de leurs approches paternalistes de l'Afrique. Les Émirats s'appuient également sur l'élite corrompue et affairiste pour consolider leurs réseaux d'investissement en Afrique. Désormais, cette élite africaine dévergondée et n'ayant aucune once de patriotisme dissimule de plus en plus les deniers publics détournés aux Émirats arabes unis, l'Occident étant devenu trop incommode. La multiplication des investissements en Afrique par les Émirats se réalise souvent

169

⁹ <<https://fr.euronews.com/next/2019/11/28/l-afrique-nouvelle-terre-d-investissement-pour-les-emiratis>>.

dans des conditions scandaleuses, comme en témoigne l'intitulé dans un article du *Point* : « Soudan, razzia des terres agricoles »¹⁰. En outre, la participation indirecte au conflit du Soudan, où la population noire est expropriée au profit des Arabes¹¹, ajoute à cette impression délétère, d'autant que des liaisons entre les Émirats et certains groupes salafistes en Afrique sont largement documentées.

L'Arabie Saoudite, une théocratie hégémonique

Le royaume entretient un large réseau mondial de mosquées et de religieux. La monarchie wahhabite, à travers la fameuse université islamique de Médine¹² qui forme depuis sa création des milliers d'étudiants africains contribuant en retour à la diffusion du wahhabisme, participe à étendre l'influence du royaume dans le monde et en Afrique particulièrement.

Le royaume saoudien finance de nombreuses mosquées, écoles coraniques et des religieux dans le but de promouvoir le wahhabisme en Afrique. Une part importante du financement des groupes extrémistes en Afrique ne vient pas directement du pouvoir saoudien, mais de particuliers saoudiens fortunés¹³ qui manifestent une certaine sympathie pour ces organisations. Contrairement aux Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite s'est très tardivement investie dans la diversification de son économie.

Si l'influence politique et religieuse de l'Arabie Saoudite sur le continent africain semble importante, elle ne jouit pas d'un poids réel sur le plan économique. Les investissements saoudiens en Afrique subsaharienne restent modestes par rapport à ceux des Émirats, du Qatar ou de la Turquie. L'Arabie Saoudite investit davantage dans les pays du Maghreb. Le royaume à l'instar des Émirats a également investi dans le secteur agricole, l'objectif affiché étant la délocalisation de sa production alimentaire¹⁴. Le royaume

¹⁰ <https://www.lepoint.fr/economie/soudan-razzia-sur-les-terres-agricoles-17-04-2015-1922298_28.php>.

¹¹ <<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/grand-reportage/20210309-avec-les-derniers-rebelles-du-darfour>>.

¹² Fondée en 1961, vecteur de diffusion de l'idéologie wahhabite dans le monde.

¹³ Gold Dore, « L'Arabie saoudite et les racines du djihad planétaire », *Outre-Terre*, 2006/1, n° 14, p. 255-268. DOI: 10.3917/oute.014.0255. URL: <<https://www.cairn.info/revue-outre-terre1-2006-1-page-255.htm>>.

¹⁴ <<https://reporterre.net/Des-investisseurs-saoudiens-prets>>.

dans le cadre de cette externalisation investit via le groupe *Foras Investissement Compagny*. À cet effet, le projet *Agroglobe*, connu sous le nom « 7 juillet », prévoit l'exploitation de plusieurs milliers d'hectares au Mali, au Sénégal et au Soudan. Le réseau de religieux d'obédience wahhabite s'avère très précieux pour le royaume dans les pays concernés. Ainsi, la politique des quotas du hadj (le pèlerinage en terre sainte) constitue un levier diplomatique pour le royaume wahhabite sur de nombreux États africains.

La Turquie et le Qatar : les Frères musulmans à la conquête de l'Afrique

La confrérie des musulmans créée en 1928 à Ismaïlia en Égypte ne cesse d'étendre son influence dans le monde ; l'Afrique n'y échappe pas. L'habileté des théologiens de ce courant, qui exploitent les vulnérabilités des sociétés, provient d'une rhétorique travestie en humanité, solidarité et vernis de modernité. La confrérie est très active dans le domaine caritatif. C'est l'islam politique par excellence, car elle s'appuie sur un discours, une théorie et une stratégie qui illustrent un certain génie politique, bien que souvent conservateur. L'avantage d'un tel jeu d'apparence est de séduire, d'attirer et d'échapper au procès d'anachronisme. Actuellement, la Turquie et le Qatar se positionnent comme les principaux parrains et promoteurs de ce courant islamique. Ces deux États s'appuient sur ce courant pour infiltrer et asseoir leurs dominations politiques, économique, culturelle et religieuse.

La Turquie dénonce vigoureusement l'impérialisme occidental en taisant paradoxalement les conquêtes hégémoniques de l'Empire ottoman, y compris en Afrique du Nord. En effet, si la relation turco-africaine remonte à la fin des années 1990, elle s'est amplifiée avec l'avènement au pouvoir de Recep Tayyip Erdogan dans les années 2000. La Turquie a élaboré une vraie stratégie de séduction et de conquête du monde musulman, un projet néo-ottoman qui contient plusieurs volets visant à installer ou renforcer la diaspora turque (création d'entreprises turques à l'extérieur), avec comme leitmotiv : « Turcs, insérez-vous économiquement dans chaque pays d'accueil, mais point culturellement ! »

L'influence turque sur le continent africain est de plus en plus grandissante. Les Turcs investissent dans de nombreux domaines : la santé, l'éducation, l'agriculture, le BTP, l'hôtellerie,

l'immobilier, le transport maritime et le transport aérien. *Turkish Airlines* fait désormais partie des flottes les plus visibles dans le ciel africain. La Turquie exporte des pièces automobiles, de l'armement, des produits manufacturés, des produits alimentaires. Sur les marchés africains, de nombreux produits turcs sont présents, de la mayonnaise au café en passant par le thé ou les meubles. La Turquie lorgne également sur le secteur des hydrocarbures en Afrique.

La Turquie est proactive et sa stratégie bien huilée gravite autour de quatre axes : le soutien aux Frères musulmans, l'éducation (les écoles turques), la rhétorique et l'humanitaire.

La Turquie finance discrètement des mosquées et les partis politiques affiliés aux Frères musulmans (Tunisie, Somalie, Égypte, Algérie, Maroc...) dans le but de renforcer son influence. L'islam n'est donc qu'un outil au service des ambitions impérialistes. En outre, la Turquie est présente dans le domaine éducatif à travers les nombreuses écoles de la *Fondation Maarif*, expressément créée par le gouvernement turc après le putsch raté de 2016 pour prendre le contrôle des écoles affiliées au prédicateur Gülen. Des milliers d'étudiants africains passent par les écoles et les universités turques ; la Turquie édifiant une partie de sa stratégie sur ces anciens étudiants.

172

La stratégie turque est surtout fondée sur la rhétorique néo-ottomane. En se positionnant comme la première nation musulmane (*leader* de l'islam), elle cherche à s'attirer des sympathies notamment à travers les émotions. Par exemple, Erdogan dénonce avec fougue les caricatures contre le Prophète, mais au même moment, il signe des accords d'extradition avec la Chine¹⁵, sachant que ledit accord vise expressément la minorité ouïghours (turcophone et musulmane). Ainsi, la Turquie n'évoque jamais une rupture diplomatique ni ne condamne vigoureusement les traitements infligés à cette minorité (camps d'internement, stérilisations forcées, trafics d'organes, destruction de mosquées...).

L'autre axe de la diplomatie religieuse turque renvoie au domaine caritatif. L'ONG turque IHH¹⁶ est mondialement connue dans le domaine de l'action humanitaire et participe à l'accroissement du prestige de la Turquie.

¹⁵ <https://www.lexpress.fr/actualite/monde/asia/ouighours-cinq-questions-sur-l-accord-d-extradition-avec-la-turquie-ratifie-par-la-chine_2141577.html>.

¹⁶ ONG turque d'inspiration musulmane créée en 1995 aussi connue sous le nom İnsani Yardım Vakfı ou İnsan Hak ve Hürriyetleri ve İnsani Yardım Vakfı.

Ces différentes stratégies semblent porter leurs fruits. Le positionnement de la Turquie comme le *leader des musulmans* séduit de plus en plus sur le continent africain, contribuant à l'essor du tourisme médical, nuptial et estival. La Turquie se positionne en effet comme une destination *halal* et attire de plus en plus la petite bourgeoisie islamisée d'Afrique, même si le phénomène reste pour le moment assez marginal.

Derrière la Turquie, le Qatar n'est généralement jamais loin. Les deux États sont les principaux bailleurs et protecteurs des Frères musulmans. Le Qatar est également engagé dans la diversification de son économie. Dans le domaine des hydrocarbures, *Qatar Petroleum* s'associe aux grands groupes occidentaux comme l'américain *Exxon Mobil*, le russe *Rosneft*, le français *Total*. Le Qatar avance aussi ses pions dans les secteurs de l'immobilier, de l'hôtellerie, de la télécommunication, etc., bien souvent via des fonds d'investissement occidentaux ; le Qatar étant actionnaire dans de nombreux groupes occidentaux (*Lagardère, EADS, Total, Veolia, Vinci*, etc.). Ces groupes sont très présents en Afrique. En plus, le Qatar comme ses voisins du Golfe achète des terres agricoles en Afrique, par exemple au Soudan. Les États du Golfe, vulnérables d'un point de vue hydraulique, préfèrent acheter dans des conditions obscures les terres africaines pour s'assurer une autosuffisance alimentaire. L'Afrique offre de nombreux avantages à tout prédateur : d'immenses terres fertiles, l'abondance de l'eau, le faible coût de la main-d'œuvre, des États défaillants, une société civile affairiste et idéologiquement désaxée, des religieux qui confondent arabité et islam, des dirigeants avides de pétrodollars et insouciants de leur peuple et leur souveraineté.

La crise liée à l'embargo décrété par l'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis, a convaincu ce petit Émirat gazier à intensifier ses investissements en Afrique comme par ailleurs dans le monde. Pour s'imposer sur le continent africain, le Qatar use de son large réseau de sympathisants (Frères musulmans), finance de nombreux groupuscules religieux directement ou indirectement ainsi que des mosquées et des groupes extrémistes¹⁷.

¹⁷ <<https://www.blast-info.fr/articles/2021/qatar-connection-le-courrier-qui-accable-doha-dans-le-financement-du-terrorisme-au-sahel-gC5-bmJ9THO2ctzX9jLVtA>>.

L'Iran, la nation chiite à l'assaut de l'Afrique

L'Iran est sans doute l'État qui dénonce avec le plus de véhémence l'impérialisme occidental, mais, paradoxalement, sa politique extérieure révèle ses desseins hégémoniques. En effet, depuis la révolution islamique, l'Iran use de la *stratégie de l'araignée* pour étendre son influence dans le monde et le *chiisme* joue un rôle capital dans ce mécanisme. Les monarchies sunnites du Golfe ont plus d'influence en Afrique, mais l'Iran s'insinue un peu partout sur le continent. Cette visée hégémonique découle même de la philosophie de la révolution islamique. Le régime des ayatollahs soutient les organisations chiites à travers l'Afrique. Téhéran octroie des bourses à des étudiants en théologie africains qui se forment principalement en Iran, en Irak et au Liban dans des *médersa* (écoles coraniques). L'objectif de Téhéran est de diffuser le chiisme en Afrique pour tirer des dividendes politiques, géopolitiques et économiques, notamment en atténuant les effets des sanctions occidentales¹⁸.

174

En se posant comme « pare-chocs » face à l'impérialisme occidental et surtout comme puissance théocratique islamique, l'Iran séduit une jeunesse africaine désœuvrée et désenchantée par l'Occident. Pour cette jeunesse frustrée, l'Iran apparaît comme un modèle. C'est d'ailleurs en ce sens qu'il faut comprendre les défilés militaires iraniens et la surmédiation de quelques prouesses scientifiques. L'Iran se rêve en boussole pour orienter le monde musulman.

Téhéran cherche aussi à densifier ses liens économiques avec de nombreux États africains. C'est dans ce cadre que s'inscrit le voyage du chef de la diplomatie iranienne, Mohammad Javad Zarif, accompagné d'une armada d'hommes d'affaires, en juillet 2016 en Afrique de l'Ouest. Ses investissements dans le domaine de l'industrie, à travers le groupe industriel Iran Khodro, un constructeur automobile très actif au Moyen-Orient, en forme une bonne illustration. De même, l'usine construite au Sénégal, bien que le projet ait connu de nombreux soubresauts puisque

¹⁸ Bouba Nouhou Alhadji, « L'Iran et l'Afrique: une coopération à l'épreuve des faits », *Confluences Méditerranée*, 2014/3, n° 90, p. 141-151. DOI: 10.3917/come.090.0141. URL: <<https://www.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2014-3-page-141.htm>>.

le président sénégalais d'alors, Abdoulaye Wade, accusa Téhéran d'avoir fourni des armes aux rebelles casamançais¹⁹.

Toutefois, la stratégie iranienne est desservie par la méfiance de ses partenaires ainsi que par l'influence plus grande des monarchies sunnites dans les États africains. Pour autant, deux organisations chiites très actives sont à l'œuvre en Afrique de l'Ouest. L'ONG Institut Mozahidir International²⁰ (IMI) au Sénégal œuvre dans divers domaines comme la finance islamique, le développement social et surtout la sensibilisation à l'islam chiite. L'organisation s'étend désormais vers de nombreux autres États de l'Afrique occidentale.

La seconde organisation chiite emblématique est le Mouvement islamique du Nigéria (MIN)²¹ d'Ibraheem Yaqoub Zakzaky, en conflit ouvert avec l'État nigérian dont l'autorité n'est pas reconnue par le mouvement. Soutenu et financé par l'Iran, ce mouvement milite pour l'instauration d'une république islamique.

Ainsi, la stratégie iranienne de conquête de l'Afrique se structure d'abord autour d'un noyau central, à savoir les anciens étudiants en théologie des écoles chiïtes, les religieux convertis au chiïsme ainsi que la communauté libanaise installée depuis un siècle en Afrique. Le deuxième point focal renvoie à l'humanitaire. Les organisations caritatives chiïtes sont très pragmatiques ; parfois les responsables coopèrent avec d'autres organisations internationales. Troisièmement, le régime des ayatollahs s'est érigé en opposition aux valeurs, culture et vision occidentales. Quatrièmement, l'Iran s'illustre comme le grand défenseur de la cause palestinienne et comme la nation qui perpétue son serment de la libération de Jérusalem *Al Qods*. Certes, ces deux causes sont transversales au monde musulman, mais sans doute la puissance islamique est la plus dévouée.

175

Le royaume chérifien et la sourcière religieuse de la Tijaniyya

Le Maroc est aujourd'hui le pays africain qui investit le plus sur le continent²². La coopération sud-sud est au cœur de la stratégie

¹⁹ <<https://www.cockpitdz.com/post/iran-s%C3%A9n%C3%A9gal>>.

²⁰ Institution créée en 2000 par le Sénégal-Mauritanien Chérif Mohamed Aly Aidara.

²¹ Créé en 1984 par Ibraheem Yaqoub Zakzaky, un ancien Frère musulman qui s'est converti au chiïsme.

²² <<https://lobservateur.info/article/6927/afrique/le-maroc-1er-investisseur-africain-en-afrique>>.

marocaine de diversification de son économie et la Tijaniyya en forme la pierre angulaire.

En effet, la mort de Khadafi a laissé un vide abyssal et le royaume du Maroc occupe habilement cet espace : les données disponibles démontrent que l'Afrique détient plus de la moitié des investissements directs du Maroc à l'étranger. Les opérateurs économiques marocains investissent dans de nombreux secteurs : immobilier, industrie chimique, hôtellerie, banques, Télécoms, assainissement. Le Maroc exporte également le savoir-faire, ses produits agricoles et mobiliers²³. Cependant, plus de la moitié des investissements marocains se concentrent en Afrique de l'Ouest, ce qui n'est pas le fruit du hasard : le Maroc jouit habilement des rentes de la Tijaniyya. Le royaume construit et entretient avec succès un vaste réseau de religieux locaux de cet islam soufi, mystique et maraboutique beaucoup plus proche des traditions africaines, ce qui confère à cette obédience une certaine grâce aux yeux des populations locales, car elle s'accommode davantage des croyances locales.

176

Le Maroc a mis en place plusieurs stratégies pour consolider et étendre son influence en Afrique subsaharienne. Tout d'abord, en revivifiant l'héritage historique. En Afrique de l'Ouest, de nombreux érudits ont propagé cet islam mystique, comme El Hadj Oumar Tall, El Hadj Malick Sy, El Hadj Abdoulaye Niasse, Amadou Dème, Ahmad Ibn Baba, Ahmedou Hamahoulla. Le Maroc entretient d'excellents rapports avec les descendants de ces religieux puisqu'Ahmed Tijani, fondateur de cette confrérie musulmane, est enterré à Fès. La confrérie compte actuellement plus de 200 millions de fidèles²⁴ à travers le monde, ce que le Maroc entend faire fructifier politiquement et économiquement.

Le deuxième pilier de la stratégie marocaine est la formation de religieux. Le royaume a créé à cet effet, l'Institut Mohamed VI de Formation des Imams, mourchidines et mourchidates. Cette institution a pour but de promouvoir les valeurs nobles de l'islam, à savoir la modération, l'altérité et le vivre ensemble. Cette initiative séduit en Afrique et même au-delà du fait de la montée en puissance des mouvements rigoristes

²³ <<https://aujourd'hui.ma/economie/le-maroc-un-investisseur-de-taille-en-afrique>>.

²⁴ <<https://fr.wikipedia.org/wiki/Tijaniyya>>.

et surtout des attentats terroristes. Cette générosité apparente du royaume est tout sauf désintéressée, car elle obéit à une logique politique, économique et culturelle insidieuse. Par ses bourses gracieusement offertes, le royaume entend renforcer son influence sur le continent. Ce qui est étonnant, car s'il s'agit d'octroyer des bourses à des religieux subsahariens, dans le même temps, le taux d'analphabétisme sur son territoire frôle les 32 %²⁵. La naïveté ou la négligence des dirigeants politiques de nombreux pays d'Afrique noire questionnent sur leur appréhension des enjeux politiques et géopolitiques des offres qu'ils avalisent sans barguigner. Les accusations d'ingérences (avérées ou non) du Maroc dans l'élection présidentielle nigériane de 2019 témoignent non seulement de l'influence grandissante de ce pays dans les affaires intérieures de ces États et de ce qu'il pourrait être tenté d'entreprendre pour préserver ses intérêts en écartant les candidats qui ne feront pas preuve de déférence.

Le troisième pilier de la stratégie marocaine repose sur le développement d'un tourisme religieux. Le fondateur de la Tijaniyya étant décédé à Fès au Maroc, le royaume entend faire de cette ville la Médine de la Tijaniyya, en faisant en sorte que chaque Tijane effectue un pèlerinage (*ziyara*) sur le tombeau du vénéré Ahmed Tijane. Des accords ont été paraphés avec le Sénégal en ce sens. Certes, ce pèlerinage remonte à l'époque coloniale, mais son usage comme arme secrète du *soft power* marocain est une donne récente. Cependant, le Maroc et l'Algérie se disputent cette figure de l'islam, chacun étant conscient des enjeux politiques, géopolitiques, économiques, culturels et religieux.

177

L'Égypte et l'Algérie : des appétits, mais une stratégie confuse

L'Égypte a de grandes ambitions et cherche à étendre son influence en Afrique subsaharienne. Elle est toutefois entravée par la conjoncture politique intérieure, trop dépendante financièrement de l'Arabie Saoudite et des Émirats arabes unis, agrandissant le conflit entre Al Hazaristes et les Frères musulmans. La stratégie égyptienne est multidimensionnelle : elle comporte un volet

²⁵ <<https://www.h24info.ma/maroc/taux-danalphabetisme-maroc-a-baisse-de-deux-tiers-demi-siecle/>>.

religieux dont Al Hazar est la sève nourricière et un volet politico-militaire à travers les partenariats avec différentes armées africaines.

Depuis Gamal Abdel Nasser, l'État central s'appuie sur l'université d'Al Hazar dont l'ultraconservatisme dérange de plus en plus et est donc moins exportable dans un monde traumatisé par les attaques terroristes. Cependant, de nombreux anciens d'étudiants d'Al Hazar restent en Égypte où ils exercent dans le commerce et proposent leurs services aux hommes d'affaires égyptiens désirant faire des affaires en Afrique subsaharienne. L'Égypte a par ailleurs des accords de coopération militaire avec de nombreux pays d'Afrique subsaharienne qui la positionne sur ce secteur comme un acteur primordial.

Ces dernières années, l'Égypte, sous l'impulsion du maréchal Al Sissi, cherche à regagner en influence et Al Hazar a été mis à contribution à cette fin. L'Égypte aurait pu tout aussi bien s'appuyer sur la confrérie des Frères musulmans dont elle est le berceau, mais les problèmes intérieurs et idéologiques de l'appareil sécuritaire rendent cette perspective pour le moment impensable. L'influence religieuse de l'Égypte sur l'Afrique subsaharienne existe, mais elle flétrit.

L'Algérie comme l'Égypte a également de grandes ambitions en Afrique subsaharienne, mais les problèmes congénitaux à son système politique empêchent l'émergence d'une stratégie perspicace. En effet, si l'Algérie revendique aussi la Tijaniyya, c'est parce que son père fondateur est né sur son territoire. L'Algérie organise également des rencontres internationales de la Tijaniyya à l'instar du Maroc ; les deux États étant conscients des enjeux politiques, géopolitiques, économiques du leadership de cette confrérie.

Cependant, à la différence du Maroc, l'Algérie investit très peu en Afrique subsaharienne²⁶. Elle a surtout utilisé les États d'Afrique subsaharienne dans son duel avec le Maroc, notamment dans le dossier du Sahara occidental. L'influence algérienne décline, car les connexions marocaines avec les élites politico-religieuses se sont très fortement développées. L'Algérie peine à avoir l'influence escomptée sur les fidèles de la Tijaniyya. Un autre des obstacles aux ambitions algériennes concerne le problème idéologique au sein du régime (les héros de l'indépendance toujours au

²⁶ <<https://www.tsa-algerie.com/croissance-en-afrique-subsaharienne-une-opportunit e-historique-pour-leconomie-algerienne/>>.

pouvoir ne semblent pas avoir une vision lucide de la doctrine religieuse à promouvoir). En outre, l'Algérie semble « coincée » par le compromis entre le pouvoir et les islamistes ayant mis fin à la décennie noire²⁷. Ce pacte, ou contrat, de stabilité empêche l'Algérie de sortir du brouillard religieux. Si le régime algérien se met à valoriser vertement un courant modéré de l'islam à l'instar de la Tijaniyya, le pacte avec les mouvements et organisations qui promeuvent une société islamique risque de s'effriter. L'Algérie demeure timide dans la promotion de la Tijaniyya parce que cet islam est considéré comme hérétique, impur par les branches rigoristes de l'islam.

Autres puissances islamiques à l'assaut de l'Afrique

D'autres États islamiques demeurent relativement actifs sur le continent, à l'instar du Pakistan et de la Malaisie.

Il est important de souligner qu'il existe une importante communauté d'origine indo-pakistanaise²⁸ sur le continent africain depuis plusieurs générations, notamment dans la zone orientale (Kenya, Ouganda, Tanzanie...) et également dans la région australe (Afrique du Sud, Madagascar, île Maurice). Cette communauté occupe un rôle économique prépondérant dans ces pays, car elle compte des commerçants (détaillants, grossistes, import-export), des industriels, des banquiers, etc. Toutefois, cette communauté se mélange très peu avec les populations locales, privilégiant l'endogamie, ce qui lui vaut des griefs et une certaine méfiance.

En outre, la secte pakistanaise *Da'wa* (invitation, invocation de Dieu ou prière) est présente dans de nombreux États africains. Ce mouvement fondamentaliste et prosélyte prône explicitement la fondation d'un État théocratique idéal, fondé sur le monothéisme islamique. Au Sahel, bon nombre de hauts responsables des groupes terroristes, islamistes sont des anciens adeptes de cette secte, comme Iyad Ag Ghali, fondateur du mouvement islamiste *Ansar Dine*, au nord du Mali, puis émir du *Groupe de soutien à l'islam et*

²⁷ Fait référence à la guerre civile algérienne de 1991 à 2002 entre l'armée nationale populaire (ANP) et divers groupes islamistes. Elle a entraîné la mort de 60 000 à 150 000 personnes ainsi que des milliers de disparus et de déplacés.

²⁸ <<https://doi.org/10.4000/transcontinentales.788>>.

aux musulmans (GSIM), ou comme Amadou Kouffa, fondateur de la *Katiba Macina* dans le centre du Mali, un groupe terroriste responsable d'innombrables attaques terroristes dans cette région. Nombre de combattants terroristes opérant actuellement au Sahel ont soit séjourné au Pakistan, soit étudié dans ce pays.

Le Pakistan peaufine également une stratégie économique à destination de l'Afrique, il n'entend pas rester en marge de la croissance africaine. C'est dans ce cadre que le Premier ministre pakistanais, Imran Khan, a organisé les 27 et 28 novembre 2019 une conférence « *Engage Africa* » à Islamabad. Le Pakistan aspire à intensifier sa coopération militaire et ses échanges commerciaux avec l'Afrique.

Quant à la Malaisie, elle est certes très discrète, mais pas du tout inactive sur le continent africain. Elle mène une offensive de charme avec une certaine réussite. La Malaisie est devenue une destination de choix pour des milliers d'étudiants africains issus de la classe moyenne islamisée, qui voient dans ce pays un modèle de réussite et de développement islamique. La Malaisie vend ce rêve de prospérité islamique à une jeunesse africaine en froid avec l'Occident. La Malaisie écoule sur le marché africain des milliers de tonnes de son huile de palme puisque le monde occidental est de plus en plus attentif à la préservation de l'environnement. La Malaisie exporte en plus sur le continent toute une gamme de produits *halal* (financiers, alimentaires, vestimentaires, parfums, etc.) dont le pays est devenu une référence mondiale en la matière. L'islamité est donc devenue un fonds de commerce, un argument de vente : la Malaisie y parvient avec un succès incontestable.

Les puissances occidentales face à l'activisme religieux des États du Golfe et du Maghreb en Afrique subsaharienne, entre résignation et pragmatisme

La France est de plus en plus contestée et fragilisée dans son pré carré africain. L'aveuglement politique et la condescendance des hommes d'affaires français ainsi que les mutations profondes des sociétés africaines ont entraîné un changement de paradigme dont la France peine à appréhender les implications et la quintessence. Elle s'emploie alors à construire une relation solide avec les religieux, véritables arbitres du jeu politique africain en ce début du troisième millénaire. Ces dernières années, l'attitude des diplomates et des

militaires français en poste en Afrique subsaharienne est de plus en plus intrigante : visites de courtoisie, voire d'allégeance aux chefs religieux²⁹, contacts réguliers, informels et discrets, octroi de distinctions honorifiques sans justification apparente³⁰. Si la France s'adosse à ces religieux, c'est parce qu'elle a conscience qu'ils sont désormais les vrais détenteurs du pouvoir en Afrique, première force de mobilisation populaire ; les politiques ayant brillé par leur incapacité à offrir des perspectives à la jeunesse. Pour maintenir son influence, la France oppose une diplomatie religieuse horizontale à la diplomatie religieuse verticale³¹ des pays islamiques³².

Quant aux États-Unis d'Amérique, leurs citoyens très actifs dans le domaine de l'évangélisation ouvrent des succursales (antennes africaines) des Églises évangéliques américaines partout sur le continent. On peut clairement parler de prosélytisme religieux américain qui déferle notamment en Afrique subsaharienne. En outre, les diplomates américains sont très actifs et maintiennent des relations privilégiées avec les leaders religieux. Les États-Unis ont sans doute tiré les leçons de leur politique moyen-orientale et font tout pour annihiler le sentiment antiaméricain. À cet égard, de nombreuses structures religieuses bénéficient d'un apport financier des États-Unis³³ et les diplomates américains demeurent très actifs pendant le mois de ramadan et lors des fêtes, leur excès de zèle laisse parfois coi.

²⁹ <<https://www.youtube.com/watch?v=qYAOLTYkmlg>>.

³⁰ <http://malijet.com/a_la_une_du_mali/67271-devoir-vis-a-vis-de-la-nation%C2%BB-%E2%80%93-mme-kont%C3%A9-f.-dombia-maire-de-l.html>.

³¹ C'est une forme de diplomatie où la puissance extérieure s'attend à être traitée avec déférence et considère le clergé local comme un représentant de la branche ou du courant qu'elle promeut.

³² Par exemple, c'est le fait qu'une puissance non islamique instrumentalise soit l'islam ou le clergé musulman dans le but de préserver ou de promouvoir ses intérêts économiques, politiques et culturels grâce notamment au levier financier, la reconnaissance de son autorité, l'attribution de titres honorifiques ou tout autre acte de déférence.

³³ Généralement, ce n'est pas un financement direct d'une mosquée, mais dans le but de promouvoir un projet, par exemple, la lutte contre l'excision, le mariage précoce, etc., mais ces fonds sont souvent détournés.

Quelques conséquences de l'instrumentalisation de la religion en Afrique

Deux grandes religions (christianisme et islam) se sont partagées l'Afrique et ce prosélytisme religieux a un intérêt politique et économique pour les États qui les promeuvent, mais plonge l'Afrique dans l'abîme de l'incertitude, de la servitude et de l'hébétéude.

En premier lieu, l'instrumentalisation du christianisme en Afrique a engendré des conséquences de différents ordres. Sur le plan culturel, elle a entraîné un changement de paradigme puisque les Églises notamment évangéliques promeuvent des idéologies et des valeurs qui ruinent l'essence de la culture africaine et rendent les adeptes africains étrangers à eux-mêmes. Cette aliénation culturelle et spirituelle aveugle globalement les Africains sur les enjeux existentiels. Sur le plan politique, elle biaise le jeu politique africain puisqu'elle facilite l'ingérence politique extérieure, mais aussi favorise l'émergence de leaders politiques inféodés à ces Églises. Enfin, les Églises évangéliques, très prosélytes, risquent de favoriser les tensions interreligieuses. Dans ce sens, l'usage déviant de l'islam par les puissances islamiques, crée une constellation inhabituelle de tensions et de guerres intermosquées ou inter-obédiences. L'Afrique n'échappe pas à la guerre larvée entre les puissances islamiques promotrices de différentes branches de l'islam. Elles exportent leur antagonisme en Afrique, ce qui constitue un facteur supplémentaire d'instabilité pour le continent. En dehors des conflits ethniques, l'Afrique vivra fort probablement les horreurs de conflits interreligieux et intra-islamiques.

En deuxième lieu, l'instrumentalisation de l'islam provoque un métabolisme de l'identité culturelle de l'Afrique et des Africains. Certes, la colonisation occidentale l'avait fortement altéré, mais l'islamisation corrélée à l'arabisation est en train d'éroder des pans entiers des cultures africaines. Ainsi, le *salam aleykoum* (formule de salutation utilisée par les musulmans qui signifie « que la paix soit avec vous ») fait désormais concurrence aux salutations dans les langues locales. Le changement dans les habitudes vestimentaires et même alimentaires, avec un fort accent méditerranéen et oriental, est aussi observable. Les Africains ont été ainsi insidieusement dépouillés de tout, même de leurs dieux. Ce changement de paradigme va entraîner des soubresauts en faisant basculer

davantage le continent dans l'incertitude si les pouvoirs publics tardent à prendre des mesures idoines.

Troisièmement, l'islam est actuellement un levier politique majeur en Afrique et toutes les puissances extérieures ou intérieures l'utilisent comme point de force au gré de leurs objectifs. Les puissances arabo-musulmanes s'appuient sur l'islam pour consolider leurs intérêts économiques et géopolitiques. Par exemple, lors de la guerre au Koweït et plus récemment au Yémen, la participation de forces africaines (soldats, mercenaires) illustre ce phénomène. En effet, si l'argent demeure la principale motivation des États africains ou des mercenaires africains, la motivation de l'affirmation de son appartenance religieuse ne saurait être négligée. L'instrumentalisation de l'islam sur le plan politique risque de corroder la fragile démocratie africaine, qui vacille déjà à cause de l'ethno-politique³⁴.

Résumé :

En ce début du troisième millénaire, le continent africain est devenu le nouveau terrain de jeu des puissances islamiques qui y voient une opportunité de diversification de leur économie, mais également des États satellites sur l'échiquier géopolitique. L'islam est l'outil au service de leurs ambitions hégémoniques. Quant aux Africains, ils apparaissent comme des victimes consentantes de cette vassalisation du continent car ils sont plus prompts à défendre la religion que leurs intérêts vitaux. Les puissances occidentales, à l'instar de la France et des États-Unis, n'échappent pas à cette réalité, elles ont compris qu'elles ne peuvent se passer des religieux dans le jeu politique actuel en Afrique; elles s'emploient donc à avoir d'excellentes relations avec eux. Elles sont certes mal à l'aise avec cette instrumentalisation de l'islam, mais elles ne peuvent se permettre de courroucer le clergé musulman, devenu incontournable dans de nombreux États africains. La Chine et la Russie s'en tirent mieux, car elles s'embarrassent peu des considérations religieuses et démocratiques. Aujourd'hui, les mouvements religieux fanatiques et terroristes émergent partout sur le continent. La laïcité de nombreux États subsahariens est de facto remise en question et dans quelques décennies certains États africains deviendront in fine des théocraties islamiques. Les populations dans le dénuement, en manque de perspectives et de justice sociale, trouvent du réconfort dans le discours religieux.

³⁴ L'ethnopolitique est un concept qui désigne l'instrumentalisation de l'ethnie à des fins politiques.